

Fonctionnement des marchés agricoles frontaliers dans la vallée du Niger durant la fermeture des frontières

Operation of border agricultural markets in the Niger Valley during border
closures.

Auteur 1 : Charles Batematom LOUGOUDOU ZATO

Auteur 2 : Jacob. YABI.

LOUGOUDOU ZATO B. Charles, (Doctorant.)

Laboratoire d'Analyse et de Recherches sur les Dynamiques Économiques et Sociales (LARDES), Ecole
Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau (EDSAE), Université de Parakou (UP), République du Bénin

Jacob. YABI (Professeur titulaire de CAMES)

Laboratoire d'Analyse et de Recherches sur les Dynamiques Économiques et Sociales (LARDES), Ecole
Doctorale des Sciences Agronomiques et de l'Eau (EDSAE), Université de Parakou (UP), République du Bénin

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui
pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : LOUGOUDOU ZATO .Ch & YABI .J (2024) « Fonctionnement des marchés
agricoles frontaliers dans la vallée du Niger durant la fermeture des frontières », African Scientific
Journal « Volume 03, Numéro 23 » pp: 0001 – 0019.

Date de soumission : Mars 2024

Date de publication : Avril 2024



DOI : 10.5281/zenodo.10824651
Copyright © 2024 – ASJ



Résumé

Au Bénin comme dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest, une grande partie des populations tirent profits du commerce des produits agro-alimentaires locaux. Grâce aux échanges transfrontaliers intenses de ces produits, les pays de la région Ouest Africaine comblent l'écart entre l'offre nationale déficiente et la demande alimentaire en certains produits locaux. Durant ces dernières années, plusieurs crises se sont succédées et ont entraîné la fermeture des frontières entre le Bénin et ses voisins. L'objectif de cette étude est d'analyser l'impact de la fermeture des frontières sur le fonctionnement des marchés agro-alimentaires locaux de la vallée du Niger. Il s'agissait d'une étude transversale, descriptive et comparative menée dans trois villes bordant la vallée du Niger. Les 350 acteurs enquêtés (les producteurs et les commerçants) vivaient dans un rayon de 15 km autour d'un des marchés frontaliers sélectionnés. Ils ont été sélectionnés dans les villes de Malanville au Bénin, Gaya au Niger et Lolo au Nigéria. Les agriculteurs/éleveurs représentaient 69,71 % contre 30,29 % de commerçants. La moyenne d'âge de personnes enquêtées était de $44,57 \pm 11,54$ ans. La fermeture des frontières a perturbé l'accès aux marchés frontaliers (selon 50,86 % des acteurs enquêtés) et la fréquence d'approvisionnement des marchés en produits agricoles locaux (86,86 %). Elle a ainsi entraîné une pénurie des produits agro-alimentaires locaux dans les marchés frontaliers, la flambée des prix de ces produits et une baisse importante du revenu chez les acteurs du secteur agricole. Afin d'amortir ces effets négatifs, 78,97 % acteurs ont dû investir de nouveaux marchés pour écouler leurs produits. D'autres stratégies avaient également été identifiées (les emprunts de chemins non-officiels et les accords conclus avec les agents frontaliers).

Mots clés : fermeture des frontières, marché agricole, commerce frontalier, vallée du Niger.

Abstract

As in many West African countries, a large proportion of the population in Benin benefits from trade in local agri-food products. Through intense cross-border trade in these products, the countries of the West African region fill the gap between the shortfall in national supply and food demand for certain local products. Over recent years, a number of crises have led to the closure of borders between Benin and its neighbours. The aim of this study is to analyse the impact of border closures on the functioning of local agri-food markets in the Niger Valley. It was a cross-sectional, descriptive and comparative study conducted in three towns bordering the Niger valley. We surveyed 350 stakeholders (producers and traders) living within a 15 km radius of one of the selected border markets. They were selected from the towns of Malanville in Benin, Gaya in Niger and Lolo in Nigeria. Farmers/breeders accounted for 69.71% compared with 30.29% of traders. The average age of those surveyed was 44.57 ± 11.54 years. The closure of the borders disrupted access to border markets (according to 50.86% of respondents) and the frequency with which markets were supplied with local agricultural produce (86.86%). It has therefore led to a shortage of local agri-food products in border markets, soaring prices for these products and a significant drop in income for players in the agricultural sector. In order to cushion these negative effects, 78.97% of the stakeholders had to invest in new markets to sell their products. Other strategies were also identified (taking unofficial routes and agreements with border agents).

Keywords : border closure, agricultural market, border trade, Niger Valley

Introduction

Le commerce est au cœur du processus de développement des pays. Depuis 1995, le commerce international des produits alimentaires et agricoles a plus que doublé atteignant 1 500 milliards d'USD en 2018 (FAO, 2020). Une grande partie des populations des pays en développement tirent leur subsistance du commerce des produits agro-alimentaires locaux (Gammadigbe, 2017). La frontière entre les pays (Gottmann 1980) est associée à l'Etat et sa souveraineté. Elle renvoie à une limite entre deux nations, deux économies ou encore deux cultures. Il s'agit d'une notion à la fois géographique et politique qui affecte la circulation des biens. Les échanges intra-africains notamment dans la région de l'Afrique de l'ouest sont dans une large mesure, informels et transfrontaliers. L'intégration commerciale régionale entre ces pays a permis de renforcer le bien-être des citoyens en contribuant à l'amélioration de la production agricole et de l'insécurité alimentaire (Bouet et al., 2019). En effet, de nombreux efforts ont été réalisés par les pays de la région pour mettre en œuvre la politique de libre circulation des personnes et des biens, décidée au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO (Jérôme, 2003). Depuis plusieurs années, les produits agro-alimentaires font l'objet d'un commerce transfrontalier intense dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Ces échanges permettent la régulation de l'offre et des prix des produits alimentaires au niveau de chaque pays (Catherine A. B, Stéphanie B, 2013). A travers ces échanges frontaliers, ces pays comblent le gap entre la demande alimentaire et l'offre des produits agricoles. Igué distingue deux types de marchés économiques dans la zone Ouest Africaine (Igué, 2010). Il s'agit des marchés économiques officiels (avec les institutions de la CEDEAO) et des espaces économiques officieux nés des échanges commerciaux transfrontaliers. Ces espaces commerciaux transfrontaliers occupent une place importante dans le système alimentaire de la région. Cependant, au-delà des promesses politiques et des efforts des Etats, plusieurs obstacles persistent. Ces obstacles sont liés essentiellement, à la faiblesse des infrastructures de communication et de transport, mais aussi parfois à des conflits et des crises (Nassa, 2005). C'est le cas des crises sécuritaires (attaques terroristes), sanitaires (COVID, EBOLA et LASSA) et politiques rencontrées dans la région ces dernières années et qui ont entraîné pour la plupart la fermeture des frontières terrestres. Ces crises ont eu des effets néfastes sur l'économie agricole des pays de la région, en particulier sur le fonctionnement des marchés (Catherine A. B, Stéphanie B, 2013). Les cas de « fermeture des frontières » se sont multipliés ces dernières années, y compris entre pays liés par des accords de libre-échange. Les systèmes alimentaires de l'Afrique subsaharienne ont subi des tensions et des perturbations à la suite de la récente pandémie de COVID-19. La COVID-19 a conduit à des restrictions imposées

dans les transports de biens et personnes tant à l'intérieur du pays qu'au niveau des frontières terrestres, maritimes et aériennes. Ces restrictions ont entraîné des difficultés dans l'approvisionnement en produits agricoles ainsi que les échanges commerciaux (MAEP, 2020). Elle a entraîné des perturbations de la chaîne de valeur agricole locale, la perte d'emplois et de revenus (pour les commerçants, les petits transporteurs, les travailleurs et les agriculteurs) et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (Banque Mondiale, 2020 ; Abrams L et Smedley D, 2020). Dans de nombreux pays de la région, la fermeture des frontières a créé un choc de l'offre sur les marchés alimentaires entraînant une augmentation des prix des denrées alimentaires de base (les mettant ainsi hors de portée pour des millions d'Africains qui vivent avec moins de 2 dollars par jour). Le prix du maïs par exemple a plus que doublé au Ghana durant la pandémie. Le Nigéria, le Togo, le Bénin, et la Guinée ont connu également des hausses allant de 25% à 90% (PAM, 2021). De plus, bien avant cette pandémie, le Nigéria a également fermé ses frontières terrestres avec ses voisins dont le Bénin en 2019. Cette période a entraîné le pourrissement et la baisse des prix de cession des produits maraichers et des fruits. En effet, les exportateurs ne disposant pas de moyens de stockage dans les zones frontalières, le prix du maïs a baissé dans cette période, passant de 22 000 F CFA à 13 000 F CFA le sac de 100kg (soit 130 F CFA/kg) (MAEP, 2019). De même, faute d'entretien suffisant, le long séjour à la frontière a entraîné des mortalités et des pertes de poids chez les bétails.

L'économie du Bénin est fortement tributaire du secteur agricole comme c'est le cas dans la plupart des autres pays de la sous-région. La zone frontalière couverte entre le Bénin, le Niger et le Nigéria représente la vallée du Niger où les marchés frontaliers de Malanville, de Gaya et de Lolo (respectivement au Bénin, au Niger et au Nigéria) se sont imposés depuis plusieurs années comme une zone régionale d'échange. Cette dynamique frontalière pourtant ancienne (LARES, 2003) des échanges commerciaux agricoles entre ces pays est menacée ces dernières années par une succession de crises frontalières. Aujourd'hui encore, à la suite de la crise de la COVID-19, les frontières entre le Bénin et Niger (ainsi que celles entre le Nigéria et le Niger) sont fermées conformément à la décision prise au sein de la CEDEAO en raison du bouleversement politique (coup d'état) survenu dans ce pays voisin. Cette situation récurrente, entraînant la fermeture des frontières dans la région, suscite des inquiétudes quant à son impact sur le secteur agricole, notamment en ce qui concerne les marchés frontaliers. C'est dans cette perspective que le thème portant sur le fonctionnement des marchés agricoles frontaliers dans la vallée du Niger pendant la période de fermeture des frontières a été choisi pour cette étude approfondie.

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser de manière approfondie les répercussions de ces crises frontales dans la vallée du Niger sur le fonctionnement des marchés frontaliers des produits agro-alimentaires locaux. Cette étude se penchera sur les implications économiques, sociales et logistiques de la fermeture des frontières sur les échanges agricoles transfrontaliers. En examinant les mécanismes d'adaptation, elle vise à identifier les meilleures pratiques et les solutions innovantes adoptées par les acteurs locaux pour maintenir la stabilité des marchés et assurer la disponibilité des produits agro-alimentaires.

1. Matériel et méthodes

1.1. Matériel

Il s'agissait d'une étude transversale, descriptive et comparative menée dans trois villes le long de la vallée du Niger. Elle a été conduite entre mai et juin puis novembre et décembre 2023, suivant l'approche mixte (combinant les méthodes quantitatives et qualitatives) des sciences sociales. Les villes de Malanville au Bénin, Gaya au Niger et Lolo au Nigéria, ont été ainsi sélectionnées pour abriter l'étude. Ces villes retenues dans cette zone frontalière sont celles abritant des marchés d'importance où les échanges des produits agricoles et agroalimentaires se font dans la vallée.

1.2. Méthodes

1.2.1. Population de l'étude

L'étude a porté sur 350 producteurs (agriculteurs ou éleveurs) et commerçants des produits agro-alimentaires locaux dans les localités sélectionnées. Tous les participants avaient donné leur consentement éclairé après avoir pris connaissance du but visé et de l'approche méthodologique de l'étude. Les producteurs et les commerçants incluent dans l'étude vivaient dans un rayon de 15 km autour d'un des marchés frontaliers présents dans les localités sélectionnées et qu'ils fréquentaient en tant qu'acteur actif.

Tous les participants ont répondu à un questionnaire visant à évaluer l'impact de la fermeture des frontières sur le fonctionnement des marchés agricoles frontaliers dans la vallée du Niger. Des questions concernant les caractéristiques sociodémographiques des participants ont également été posées. Ces questions ont été administrées aux participants par un membre formé de l'équipe de recherche, à l'aide d'un guide d'entretien semi-structuré. La technique d'échantillon en grappe à deux degrés (considérant les localités choisies puis les zones couvertes dans un rayon de 15 Km des marchés frontaliers) a été utilisée. De plus, trois séances de focus groupe ont été réalisées avec les membres d'association des producteurs et des

commerçants présents dans chacune des trois localités choisies. Ils ont été sélectionnés par la technique de choix raisonné basé sur les critères relatifs à l'intensité des interactions avec les autres acteurs des échanges transfrontaliers et à la capacité de chaque participant à communiquer sur les conditions avant et après les crises frontalières survenues.

1.2.2. Analyse des données

L'analyse statistique a été réalisée avec le logiciel STATA version 16. Des analyses descriptives ont été effectuées pour décrire les caractéristiques socio-démographiques au sein de la population d'étude. Les mesures statistiques usuelles ont été utilisées en fonction du type de variables comme le calcul des moyennes avec leurs déviations standards et les pourcentages. De plus, des analyses descriptives et comparatives ont été effectuées pour apprécier les conséquences de la fermeture des frontières chez les acteurs enquêtés ainsi que les différences entre les trois localités prises en compte par l'étude. Toutes les données catégorielles ont été comparées à l'aide du chi carré et exprimées en proportions avec 0,05 comme seuil de signification. Ce même seuil a été utilisé pour l'interprétation des tests t-student réalisés. Sur le plan qualitatif, les informations empiriques collectées lors des focus groupe sont transcrites intégralement. Leur dépouillement a tenu compte de la structuration des points de discussion. La transcription s'est faite au fur et à mesure tout au long de la collecte des données. Ensuite, ces données ont été triangulées afin de corriger les incohérences. Elles ont été analysées selon la technique d'analyse de contenus

2. Résultats

2.1. Caractéristiques socio-démographiques

Au total 350 acteurs (dont 82 à Lolo, 99 à Gaya et 169 à Malanville) de la filière agricole ont été enquêtés durant la présente étude. Les personnes enquêtées avaient un âge compris entre 24 – 95 ans avec une moyenne d'âge de $44,57 \pm 11,54$ ans. Les personnes de sexe masculin (88,86 %), mariées (97,14 %), de confession religieuse musulmane (96,29 %) et celles n'ayant aucun niveau d'instruction (42,57 %) étaient les plus représentées au sein de la population d'étude (tableau I).

Tableau I : Répartition des personnes enquêtées selon l'ethnie, la religion et la situation matrimoniale

Variables	Effectif	Pourcentage
Religion		
Musulmane	337	96,29 %
Chrétienne	13	3,71 %
Situation matrimoniale		
Marié(e)	340	97,14 %
Célibataire / Veuf (ve)	10	2,86 %
Niveau d'instruction		
Aucun	149	42,57 %
Primaire	65	18,57 %
Secondaire	114	32,57 %
Supérieur	22	6,29 %

Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2023

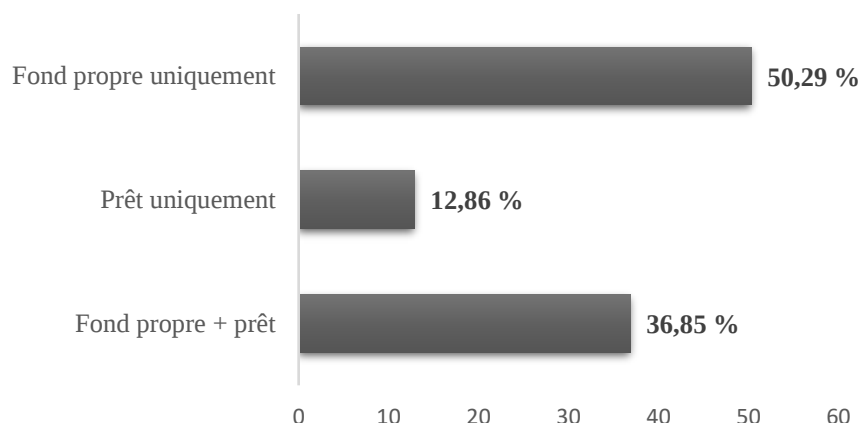
2.2. Profil des acteurs enquêtés et source de financement des activités commerciales

-Les acteurs enquêtés étaient pour la plupart des agriculteurs/éleveurs (244 enquêtés, soit 69,71 %) et commerçants des produits agricoles (30,29 %). Tous fréquentaient les marchés agricoles frontaliers de la vallée depuis en moyenne $16,85 \pm 13,62$ années (la personne la moins expérimentée cumulait une année tandis que la plus expérimentée cumulait plus de 40 ans

d'expérience). Parmi les commerçants enquêtés la plupart était des grossistes (54/106 commerçants, soit 50,94 %) ou des semi-grossistes (37/106, soit 34,91 %) tandis que les détaillants étaient très peu représentés (15/106, soit 14,15 %). Le principal produit commercialisé dans la région était le riz (185/350 soit 52,85 % contre 36,86 % et 10,29 % respectivement pour le maïs et le bétail).

La majorité des acteurs enquêtés finançaient leur activité de commerce des produits agricoles sur fond propre (50,29 %) contre 12,86 % qui fonctionnait sur la base d'un prêt contracté principalement auprès de structures de microfinances mais également auprès des proches (figure 2). Cependant, plus de la moitié (56,29 %) des personnes enquêtées n'appartenait à aucune association de commerçants actifs dans la vallée

Figure 1 : Répartition des acteurs enquêtés selon la source de financement des activités commerciales



Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2023

2.3. Fréquentation des marchés agricoles

L'approvisionnement des marchés en produits agro-alimentaires locaux se fait habituellement par des producteurs mais aussi par des collecteurs, des courtiers ou par des coopératives. Les producteurs et les collecteurs étaient cependant les principaux acteurs qui approvisionnent les marchés frontaliers des produits agro-alimentaires de la vallée du Niger. Selon la majorité des acteurs enquêtés (58,29 %), les achats des produits agricoles se font depuis toujours grâce à des intermédiaires qui facilitent et organisent la mise en contact entre les acheteurs et les vendeurs. Les acteurs enquêtés fréquentaient plusieurs marchés parmi ceux disponibles dans la vallée du Niger. La plupart d'entre eux se rendent dans un marché pour le commerce des produits agricole une à deux fois par semaine (73,81 % contre 26,19 % qui avaient une fréquence plus élevée).

2.4. Obligations liées à la commercialisation des produits agroalimentaires

Les clients qui fréquentaient les marchés frontaliers des produits agricoles au sein de la vallée du Niger provenaient principalement du Niger et du Nigéria. Cependant, une proportion non négligeable (24,57 %) des acteurs enquêtés n'honore pas leurs taxes (tableau I). De plus 64 % d'entre eux ne se soumettent pas à des obligations de frais de douane. Les acteurs enquêtés à Lolo étaient moins sujets (14,63 %) à une obligation de frais douaniers par rapport aux acteurs de Malanville et de Gaya (p-value = 0,003).

Tableau II : Distribution des personnes enquêtées selon leurs obligations liées aux taxes et à la douane

Localité	Taxes		Douane		Total
	Oui	Non	Oui	Non	
Gaya	83	16	51	48	99
	83,84 %	16,16 %	51,51 %	48,48 %	
Lolo	57	25	12	70	82
	69,51 %	30,49 %	14,63 %	85,37 %	
Malanville	124	45	63	106	169
	73,37 %	26,63 %	37,28 %	62,72 %	
Total	264	86	126	224	350
	75,43 %	24,57 %	36,00 %	64,00 %	

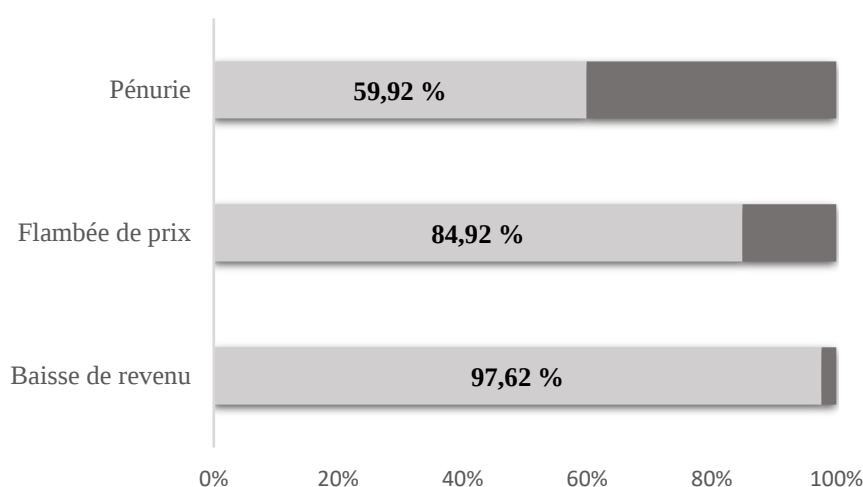
Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2023

2.5. Influence de la fermeture des frontières

Au regard des observations faites, la fermeture des frontières a eu de nombreuses conséquences sur la commercialisation des produits agro-alimentaires locaux dans la vallée du Niger tant. L'accès aux marchés frontaliers avait été perturbé par la fermeture des frontières chez la majorité des acteurs enquêtés (50,86 %). De plus, 86,86 % de ces acteurs déclarait que la fermeture des frontières a diminué significativement la fréquence d'approvisionnement des marchés qu'ils fréquentaient en produits agro-alimentaires locaux. Selon les acteurs enquêtés

dans la localité de Lolo, la fermeture des frontières a eu moins d'influence sur leur accès aux marchés (15/82 soit 18,29 %) contrairement aux autres localités (53,66 % et 62,20 % respectivement à Malanville et à Gaya) enquêtées ($p\text{-value}=0,0000$). La fermeture des frontières a également entraîné une pénurie des produits agro-alimentaires locaux dans les marchés frontaliers, la flambée des prix de ces produits et une baisse importante du revenu chez les acteurs du secteur agricole enquêtés (figure 2).

Figure 2 : Proportion des personnes enquêtées ayant reconnu les conséquences négatives de la fermeture de la frontière sur la disponibilité et le prix des produits ainsi que leur revenu



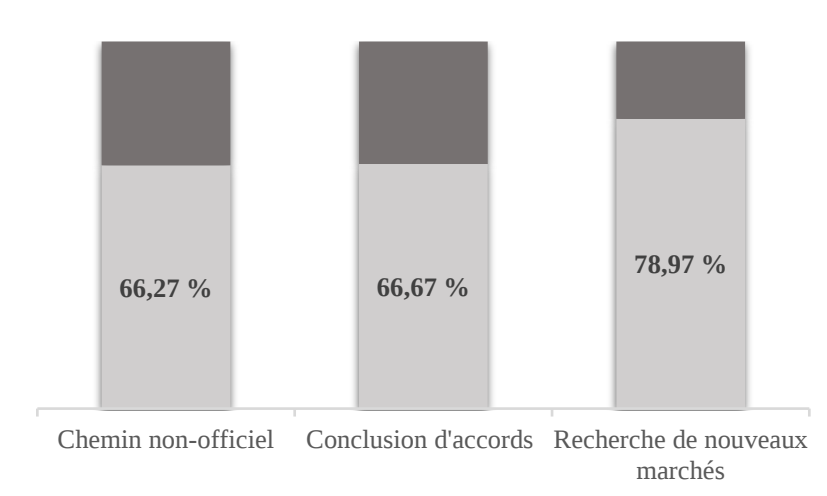
Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2023

En effet, le revenu mensuel moyen des acteurs enquêtés durant l'étude avaient baissé significativement ($p\text{-value} = 0,0000$) passant de 791 488,2 $\pm$ 1 192 999 francs CFA avant la fermeture des frontières à 512 694,5 $\pm$ 768 163 francs CFA durant la période de fermeture (soit une baisse de 35,22 %).

2.6. Mécanismes d'adaptation

Les acteurs du commerce frontalier des produits agro-alimentaires sont restés actifs dans leur recherche de solution face à cette situation de crise ayant entraîné la fermeture des frontières. Plusieurs stratégies d'adaptation ont été identifiées dont l'emprunt de chemins terrestres non-officiels, les accords conclus avec des agents de la sécurité frontalière et la recherche de nouveaux marchés d'écoulement. La principale (figure 4) stratégie était la recherche de nouveaux marchés (utilisées par 78,97 % des enquêtés). Cependant, une proportion non négligeable des personnes enquêtées faisait aussi recours à l'emprunt de chemins non-officiels (66,27 %) et par la conclusion d'accords avec des agents de la sécurité frontalière (66,67 %).

Figure 3 : Répartition des personnes enquêtées selon le recours aux stratégies d'adaptation



Source : résultats d'analyse d'enquête de terrain, 2023

Discussion

Les résultats de l'étude ont révélé des perturbations dans le fonctionnement des marchés agricoles frontaliers dans la vallée du Niger dues à la fermeture des frontières. Les acteurs enquêtés étaient âgés de 24 – 95 ans avec une moyenne d'âge de $44,57 \pm 11,54$ ans. Selon l'étude menée par Osei-Kofi et ses collaborateurs (Osei-Kofi et col., 2023), les personnes impliquées dans l'agriculture au Ghana étaient d'âge moyen de 46 ans. Selon une étude menée (sur le commerce transfrontalier informel des produits agricoles et horticoles) par Nkendah et ses collaborateurs au Cameroun (Nkendah et col., 2011), plus de 90 % des commerçants interrogés étaient des adultes, environ 23 % étant des femmes et 70 % des hommes. Il s'agit en effet d'un secteur d'activité animé essentiellement par des personnes actives avec très peu de jeunes, qui ont la responsabilité de générer des revenus qui peuvent améliorer les moyens de subsistance de toute leur famille. Les importantes années d'expérience que cumulaient les acteurs enquêtés ($16,85 \pm 13,62$ années avec la personne la moins expérimentée qui cumulait une année tandis que la plus expérimentée, cumulait plus de 40 ans d'expérience) témoignent également de la complexité de cet environnement d'échange transfrontalier. Les personnes de sexe masculin étaient les plus représentées (88,86 % contre 11,14 % de femmes) relevant une fois encore la problématique des questions de genre dans le secteur agricole malgré les progrès enregistrés ces dernières années (Malika, 2011). De plus, la majorité des acteurs enquêtés n'avait aucun niveau d'instruction (42,57 %). Cette même réalité a été relatée par OSEI-KOFI et ses collaborateurs (Osei-Kofi et col., 2023). Il est donc nécessaire de renforcer les actions et les mesures d'accompagnement (formation, subvention, appuis technique et conseils) des

acteurs impliqués dans le commerce transfrontalier des produits agro-alimentaires locaux. Les acteurs qui appartenaient à une association (de producteurs ou de commerçants) intervenant dans le secteur agricole représentaient 53,14 % des personnes enquêtées. Cependant, plusieurs organisations paysannes (OP) ou groupements de solidarité accompagnent et organisent souvent la commercialisation ou l'approvisionnement groupé des produits agricoles, les services de conseil technique ou la gestion des exploitations familiales. Certaines ont également développées des services d'alphabétisation et d'installation d'infrastructures de base (MEES Marc et col., 2019). Des initiatives d'incitation doivent être entreprises afin d'encourager les acteurs du secteur à intégrer et à bénéficier des avantages des associations.

La majorité des acteurs enquêtés finançaient leur activité de commerce des produits agricoles sur fond propre (50,29 %) contre 12,86 % qui fonctionnait sur la base d'un prêt contracté principalement auprès des structures de microfinances mais également auprès des proches. Tout comme le commerce des produits agricoles, une étude menée par Jean-Marie et ses collaborateurs (Jean-Marie et col., 2021) révèle que plus de la moitié (51%) des producteurs (enquêtés dans la filière anacarde au nord-Bénin) ont obtenu leur financement par des sources personnelles (épargne, fonds propres, revenu extra-agricole, etc.). L'étude menée par Thoto et ses collaborateurs (Thoto et col., 2021) au Bénin a également démontré que 92 % des entrepreneurs agricoles (de la production, transformation et du commerce) ont démarré leur activité sur fond propre. Cependant, de nombreux progrès ont été réalisés dans les pays de l'Afrique de l'Ouest concernant l'inclusion financière des acteurs clés du secteur agricole. Le secteur de la microfinance s'y est considérablement développé lors des deux dernières décennies (Ouédraogo et Gentil, 2008) au profit des acteurs agricoles. Malgré ces importants progrès, on note une proportion non négligeable d'acteurs qui ne bénéficient pas de l'appui financier des structures financières. La même étude révèle que les acteurs qui appartiennent à une organisation ou qui bénéficient des formations ont plus de la facilité à obtenir des crédits agricoles sous réserve des cautions solidaires.

Les commerçants enquêtés durant la présente étude étaient principalement des grossistes (50,94 %) ou des semi-grossistes (34,91 %). Ceci s'explique par le fait que les produits vendus dans ces marchés sont principalement destinés aux échanges transfrontaliers entre les pays. Ces résultats sont contraires à ceux de Robert Nkendah et ses collaborateurs (Nkendah et col., 2011). Selon cette étude, les détaillants étaient majoritaires (31,8 %) au sein des commerçants transfrontaliers enquêtés au Cameroun. Ces détaillants ont pour fonction de vendre en détail sur les marchés frontaliers pour une consommation locale. Cette variation pourrait s'expliquer par

les différences politiques et géo-sociales des deux pays. Selon la majorité des acteurs enquêtés (58,29 %), les achats des produits agricoles se font depuis toujours grâce à des intermédiaires qui facilitent et organisent la mise en contact entre les acheteurs et les vendeurs. Ils aident les exportateurs qui viennent se ravitailler à trouver les produits de meilleure qualité (Nkendah et col., 2011). L'accès aux marchés frontaliers avait été perturbé par la fermeture des frontières chez la majorité des acteurs enquêtés (50,86 %). De plus, 86,86 % de ces acteurs déclarait que la fermeture des frontières a diminué significativement la fréquence d'approvisionnement des marchés en produits agro-alimentaires locaux. Elle a ainsi entraîné une pénurie de certains produits agro-alimentaires locaux dans les marchés frontaliers et la flambée des prix de ces produits. Ces résultats sont similaires à ceux rapportés par Wandile Sihlobo et ses collaborateurs. Dans une étude menée par ces derniers (Wandile Sihlobo et col., 2021) sur l'agriculture en l'Afrique subsaharienne et le COVID-19, ils ont révélé que la fermeture des frontières engendrée par la pandémie a rendu difficile l'approvisionnement des produits agricoles vers les marchés d'écoulement au niveau des frontières. Ainsi, la contraction du commerce régional aux frontières a particulièrement affecté les commerçants transfrontaliers informels.

Qu'il s'agisse des producteurs ou des commerçants des produits agro-alimentaires locaux de la vallée du Niger, la fermeture des frontières a entraîné une baisse importante des revenus (chez 97,71 % des acteurs enquêtés). Le revenu mensuel moyen des acteurs enquêtés avaient baissé significativement ($p\text{-value} = 0,0000$) de 35,22 %. En effet, la fermeture des frontières contribue à l'augmentation des coûts de transaction et de commercialisation qui pénalisent les producteurs et les commerçants (Catherine A. B, Stéphanie B, 2013). Ces résultats sont corroborés par l'étude menée en 2021 dans les régions du Yatenga et des hauts-bassins (frontalière avec le Mali) par Dugué P. et ses collaborateurs. Selon les résultats de cette étude menée par P. Dugué et ses collaborateurs (Dugué et col., 2021) sur l'agriculture burkinabè face à la Covid-19 ayant entraîné la fermeture des frontières, les difficultés de transport et la réduction de la demande des marchés ont entraîné des pertes de revenu pour l'ensemble des acteurs des filières agro-alimentaires. De même, au Cameroun, la fermeture des frontières des Etats de la sous-région (Guinée équatoriale, Gabon, Nigéria, Tchad, RCA) due au COVID-19, s'était traduite par une forte baisse de la demande de ces pays sur les marchés, notamment pour les produits hautement périssables tels que la tomate (Mathé et col., 2021). Ce qui a entraîné une baisse importante du revenu des acteurs.

Cependant, une proportion non négligeable (24,57 %) des acteurs enquêtés n'honore pas leurs taxes. De plus 64 % d'entre eux ne se soumettent pas à des obligations de frais de douane. Les acteurs enquêtés à Lolo étaient moins sujets (14,63 %) à une obligation de frais douaniers par rapport aux acteurs de Malanville et de Gaya ($p\text{-value} = 0,003$). Une proportion non négligeable des acteurs enquêtés sont donc dans le commerce informel des produits agricoles. Selon Robert Nkendah et ses collaborateurs (Nkendah et col., 2011), beaucoup de commerçants transfrontaliers des produits agricoles se livrent au commerce informel au Cameroun parce que les procédures officielles sont trop rigides, longues et bureaucratiques, ce qui augmente les coûts de transaction. Il s'agit en effet de réalités partagées par la plupart des pays de la région ouest africaine.

La principale stratégie était la recherche de nouveaux marché (utilisée par 78,97 % des enquêtés). Cependant, une proportion non négligeable des personnes enquêtées faisait aussi recours à la conclusion d'accords avec des agents de la sécurité frontalière (66,67 %) et par l'emprunt de chemins non-officiels (66,27 %). En effet, les acteurs ont recours à des dispositions pour faire passer clandestinement les marchandises à travers la frontière, soit pendant la journée, soit pendant la nuit. Les commerçants engagent des porteurs pour transporter de petites quantités de marchandises par des sentiers pédestres ou fluviaux

Conclusion

Les résultats obtenus au décours de l'étude ont révélé d'importantes perturbations dans le fonctionnement des marchés agricoles frontaliers dans la vallée du Niger, dues à la fermeture des frontières. Les résultats révèlent la sensibilité du secteur de la commercialisation des produits agro-alimentaires locaux aux crises frontalières dans la vallée du Niger. Ces crises ont affecté l'accès et l'approvisionnement des marchés agricoles entraînant ainsi la pénurie et la flambée des prix. Elles ont également affecté négativement le revenu des acteurs. Malgré les effets de la fermeture des frontières, révélés par la présente étude, le secteur s'est montré résilient grâce surtout aux différentes stratégies d'adaptations adoptée par les acteurs. Ces stratégies sont cependant insuffisantes et pourraient davantage aggraver ou faire perdurer les conséquences existantes. Cette étude a aussi permis d'explorer les mécanismes d'adaptation adoptés par les acteurs du secteur pour minimiser les conséquences de la fermeture des frontières sur le fonctionnement des marchés agro-alimentaires locaux. Le renforcement des capacités de tous les acteurs intervenant dans ce secteur sur les stratégies de résilience ainsi que la mise en place d'une dynamique de transformation agricole dans les pays de la région permettront de minimiser les conséquences des crises futures susceptibles de survenir.

BIBLIOGRAPHIE

Abrams, L., Smedley, D., (2020), Emplois virtuels : rapport sur les petits exploitants agricoles africains et les importations de denrées alimentaires. SIWI, Stockholm.

Banque mondiale, 2020. L'impact de la COVID-19 sur la pauvreté dans le monde : Pourquoi l'Afrique subsaharienne pourrait être la région la plus touchée.
<https://blogs.worldbank.org/opendata/impact-covid--19-coronavirus-global-poverty-why-subsaharan-africa-might-be-region-hardest>

Bouet, A., Cosnard, L. and C. S., Fall (2019). Africa in Global Agricultural Trade, in Bouet, A and S. P., Odjo (Eds). Africa Agriculture Trade Monitor Report 2019. Washington, DC: International Food Policy Research Institute (IFPRI).

Bouet, P.-E., Madar, H., Froeliger, A., et al. (2019) Traitement chirurgical des hémorragies du post-partum : Enquête nationale auprès des résidents français en obstétrique et gynécologie. Accouchement de grossesse BMC, 19, article n° 91.
<https://doi.org/10.1186/s12884-019-2237-3>

Catherine A. B, Stéphanie B. (2013). Le commerce agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre : les frontières sont-elles abolies ? Revue d'économie du développement 2013/1 (Vol. 21), pages 5 à 31

Dugué P, Kohio EN, Tiemtoré J. 2021. L'agriculture burkinabè face à la crise de la Covid-19 : cas des régions du Yatenga et des Hauts-Bassins. Cah. Agric. 30: 16.

FAO. 2020. La situation des marchés des produits agricoles 2020. Marchés agricoles et développement durable : chaînes de valeur mondiales, petits exploitants et innovations numériques. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb0665fr>

Gammadigbe, V. (2017): Integration régionale et commerce agricole bilatéral en Afrique de l'Ouest, African Development Review, Vol. 29, N° S2, 2017, 147-162.

Gottmann J.1980. Les frontières et les marchés: cloisonnement et dynamique du monde in H.Kishimoto (ed), Geography and its Frontiers: in memory of Hans Boesch, Berne, Kummerly und Frei: 53-58.

Igué J.O. 2010. Les nouvelles stratégies de développement territorial en Afrique de l'Ouest, in Igué O, Fodouop K, N'Guessan A (éds) Maitrise de l'espace et développement en Afrique : Etat des lieux. Paris, Karthala : 209-222.

Jean-Marie S. A, Ollabodé N., J. Yabi. (2021). Déterminants de l'accès aux crédits agricole par les producteurs d'anacarde au nord-Bénin. Int. J. Biol. Chem. Sci. 15(4): 1605-1618.
<http://www.ifgdg.org>

Jérôme, L. (2003). Transports et circulations dans l'espace ouest-africain : Echanges, acteurs et lieux. « L'Afrique. Vulnérabilité et défis » (M. LESOURD, Coordonnateur), Paris, Editions du temps, 447 p. pp. 241-266

LARES, (2003). L'écho des frontières 1996-2003. *Bulletin régional de suivi des échanges transfrontaliers*, n° 5 à 12 (1996- 1998) et n° 23 et 27.

MAEP. Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche. République du Bénin. Rapport de performance du secteur agricole : Gestion 2019.

MAEP. Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche. République du Bénin. Rapport de performance du secteur agricole : Gestion 2020.

Malika Abdelali-Martini. 2011. Empowering Women in the Rural Labor Force with a Focus on Agricultural Employment in the Middle East and North Africa (MENA). EGM/RW/2011/EP.9

Mathé S., Dury S., Temple L., Tata Ngome P. I., Nsangou Njankouo A., Otou M. (2021). Etude d'impact socio-économique des effets de la COVID 19 sur les stratégies paysannes et

l'adaptation des filières agricoles et alimentaires au Cameroun. Livrable 2. Montpellier : CIRAD, 117 p. <https://agritrop.cirad.fr/598705/>

MEES Marc, MOREL Dominique, DIOP Pape Assane, 2019. « Les organisations paysannes, un nouvel acteur des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest ? », RECMA, 2019/2 (N° 352), p. 109-117. DOI : 10.3917/recma.352.0109. URL : <https://www.cairn.info/revue-recma-2019-2-page-109.htm>

Nassa D. D. A. (2005). Commerce transfrontalier et structuration de l'espace au Nord de la Côte d'Ivoire. Géographie. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III. Français.

Ouédraogo A. et Gentil D. (dir.), 2008, *La Microfinance en Afrique de l'Ouest. Histoires et innovations*, Paris, CIF-Karthala.

P.S. OSEI-KOFI, E.E. BADU, P.S. DADZIE & J. BANDANAA, 2023. Demographic characteristics of farmers and the effectiveness of disseminating information on agriculture in Ghana. Ghana Jnl Agric. Sci. 58 (2), 98 – 114.

PAM (2021). Programme Alimentaire Mondiale. Suivi sur les Impacts de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest. Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest.

Robert Nkendah, Edouard Ako, Bertrand Tamokwe, Chantal Nzouessin, Moussa Njoupouognigni, Estelle Melingui et Alain Azeufouet, 2011. « Cameroun. Le commerce transfrontalier informel des produits agricoles et horticoles », *Économie rurale*, 324 | 2011, 34-49. <http://journals.openedition.org/economierurale/3083>

Thoto FS1, Kpenavoun Chogou S, Honfoga BG1 and MD Houessou. 2011. Characteristics of agricultural entrepreneurs and their agribusinesses in sub-saharan africa: evidence from benin. Afr. J. Food Agric. Nutr. Dev. 2021; 21(8): 18593-18610 <https://doi.org/10.18697/ajfand.103.20875>

Wandile Sihlobo, Tinashe Kapuya and Gracelin Baskaran. 2021. Sub-Saharan Africa's Agriculture and COVID-19: How the Pandemic Will (re)Shape Food Markets. South African Institute of International Affairs (2021). <https://www.jstor.org/stable/resrep32595>